**ISIS et l’Asie Centrale**

Les attentats de Saint Pétersbourg et de Stockholm les 3 et 7 avril 2017 respectivement sont venus rappeler que la mouvance islamiste radicale n’épargne pas les ressortissants des pays d’Asie Centrale. Les auteurs de ces attentats, Akbarjon Djalilov, un kirghiz, et Rakhmat Akilov, un ouzbek, tous les deux ouvriers dans leurs pays d’accueil, et ayant voulu rejoindre la Syrie, se sont tous deux radicalisés au contact de recruteurs soit tchétchènes soit de la diaspora d’Asie centrale[[1]](#footnote-1).

L’établissement, ou l’expansion, de l’ « Etat Khorasan »[[2]](#footnote-2) est devenu une motivation pour les djihadistes d’Asie Centrale, à tel point qu’ISIS cherche à développer des alliances avec des groupes comme le Tehreek-I-Taliban[[3]](#footnote-3) afin d’unifier à terme les groupes terroristes sous la bannière d’ISIS.

Pour les Etats d’Asie Centrale, il s’agit avant tout de contrôler tout retour de Syrie ou d’Irak des djihadistes nationaux au pays et de limiter la contagion islamiste radicale sur leurs sols respectifs. Malgré la faiblesse des gouvernements et en dépit du contexte économique, la pénétration d’ISIS demeure tout de même complexe, pour des raisons essentiellement sociales et culturelles. Les travailleurs immigrés de ces pays en Russie, en Turquie et en Union Européenne, en deviennent donc une cible privilégiée car plus facile pour la propagande islamiste.

Une étude par pays conclura ce rapide exposé de la situation.

1. **Faiblesse des pouvoirs étatiques**

Les gouvernements des états d’Asie Centrale sont souvent qualifiés d’autoritaires, voire d’autocratiques : le discours politique de l’ancien chef d’état ouzbek M. Karimov ou la manière de gérer les affaires de l’Etat au Tadjikistan en sont des exemples. En parallèle, le système politique reste fermé (taux de 90 à 99% pour la personne du chef de l’Etat aux élections présidentielles au Kazakhstan depuis une dizaine d’années).

Le népotisme et la corruption sont souvent dénoncés sur place et par les organisations non gouvernementales. En Ouzbékistan, une réforme de la police a été lancée afin de la rendre moins perméable à la corruption et aux abus de pouvoir[[4]](#footnote-4) : c’est au cours de la journée de la Constitution que le nouveau président ouzbek M. Mirziyoyev a indiqué soutenir la demande de la population à plus de transparence au sein du ministère de l’intérieur et à la création d’un mécanisme de plainte en cas d’abus.

La marginalisation politique de certains groupes ethniques (comme les chiites au Tadjikistan) entraine également des tensions au sein de la population. Les incidents de la vallée de Ferghana en sont un exemple. L’attitude de l’Etat ne favorise pas un apaisement de la situation en général, ce qui peut expliquer en partie que la population se tourne de plus en plus vers une vision religieuse extrémiste : en 2010, on pouvait compter 1% d’islamistes engagés, et 10% qui observaient la situation ; en 2016, ils sont 2% d’extrémistes et au moins 15% de fidèles attentifs parmi des croyants[[5]](#footnote-5).

La situation économique des pays d’Asie Centrale est mauvaise dans son ensemble et la baisse des matières premières ces dernières années ont grevé les budgets nationaux. La moyenne de la population des pays d’Asie Centrale vivant sous le seuil de 1,25 $ par jour est de près de 10% (seul le Kazakhstan présente un taux inférieur aux pays du Moyen-Orient)[[6]](#footnote-6). Révélateur de la stagnation économique, l’émigration est forte : 4 millions de personnes originaires de la région travaillent à l’étranger, principalement en Fédération de Russie[[7]](#footnote-7).

La situation économique comme les tensions ethniques ainsi que l’inéquation étatique à gérer ces problèmes favorisent le développement d’attitudes religieuses radicales dans la région : au Kirghizistan, l’un des pays les moins islamiques, avant 1991, il n’y avait que 39 mosquées officielles (et 1 000 clandestines), elles sont aujourd’hui plus de 2 000[[8]](#footnote-8). En mars 2016, le Bulan institute for Peace innovations a publié un rapport qui indique que les madrasas kirghizes opèrent souvent sans avoir obtenu l’autorisation administrative[[9]](#footnote-9). La menace de radicalisation est, de plus, souvent utilisée par le pouvoir étatique pour accroitre la répression et limiter les libertés civiques (contre la minorité ouzbèke au Kirghizistan par exemple).

Face à une menace sur son flanc sud, la Fédération de Russie apporte une aide militaire intéressée à ces pays. Lors du sommet de la Communauté des Etats indépendants (CEI) à Astana au Kazakhstan cette année, le président Poutine a proposé aux différents membres de la CEI de former des unités conjointes de garde-frontières afin de régler les éventuelles situations de crise[[10]](#footnote-10).

Il n’en reste pas moins vrai qu’ISIS ne s’est toujours pas implanté de manière décisive dans la région pour de multiples raisons que nous allons étudier.

1. **Résistance et influence**

L’Asie centrale est loin d’être la première région pourvoyeuse de djihadistes au bénéfice d’ISIS, même si le président russe M. Poutine parle de 5 000 à 7 000 combattants originaires de l’ex-URSS (incluant donc le caucase) étant partis pour le djihad aussi bien au Moyen-Orient qu’en Afghanistan[[11]](#footnote-11). La présence de ces djihadistes dans les provinces afghanes à la frontière du Turkménistan comme du Tadjikistan était perçue jusqu’à présent comme une menace prioritaire contrairement à ceux partis vers le Moyen-Orient : en effet, l’ex-mouvement islamique d’Ouzbékistan, fort de 1 000 combattants aguerris, délocalisé en Afghanistan avait déclaré son soutien dès 2014 à ISIS et conduisait des opérations dans les pays limitrophes d’Asie Centrale[[12]](#footnote-12). Mais l’attentat récent à Saint Petersbourg comme les récents meurtres et attaques qui l’ont précédé, pourraient changer la donne[[13]](#footnote-13).

Concernant les départs vers le Moyen-Orient, la brigade Shishani Jamaat, commandée par un tchétchène, est largement connue pour accueillir les volontaires originaires d’ex-URSS. On trouve également d’autres groupes comme le Jamaat Adama, le Jamaat Akhmada, l’Abu Kamil Dagistanis et le Central Asia jehadis[[14]](#footnote-14).



Malgré le retrait de l’ISAF d’Afghanistan, les hésitations de la nouvelle administration américaine en matière de politique étrangère et les ambitions russes et chinoises en termes de zone d’influence, la région demeure une zone d’importance, ne serait-ce que par les richesses en matières premières.

L’aide occidentale se concentre sur un partage des renseignements, source vitale pour la gestion des menaces terroristes[[15]](#footnote-15). De plus, les Etats-Unis, de par le National Defense Authorization Act, section 1004, soutiennent les forces de sécurité étrangères impliquées dans la lutte contre le narcotrafic et le crime organisé transnational : ce sont les forces spéciales qui sont en charge de la formation. En 2016, les Etats-Unis avaient prévu de former 1 157 soldats des forces de sécurité de pays étrangers[[16]](#footnote-16). Durant les deux dernières années, les forces de sécurité tadjikes ont été les bénéficiaires de la plupart des formations militaires proposées. Cependant, les dépenses des programmes d’aide militaire envers les pays d’Asie Centrale de la part des Etats-Unis ont baissé de 294 M$ en 2012 à 115 M$ en 2015. La continuité du régime démocratique au Kirghizistan, malgré un rapprochement avec la Russie, et la situation politique en Ouzbékistan suite à la mort du président Karimov, peuvent faire espérer au CENTCOM (United States Central Command des opportunités nouvelles de coopération[[17]](#footnote-17).

La Fédération de Russie, elle, s’engage notamment à travers l’OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) pour garantir notamment la sécurité des frontières (comme vu précédemment) par le biais de forces militaires conjointes et le partage des renseignements. Par ailleurs, au-delà de la menace terroriste sur le sol même de la Fédération de Russie, il est probable que les immigrés radicalisés originaires d’Asie Centrale opteront à moyen terme pour des actes de djihads dans leurs propres pays qu’au Moyen-Orient, ce que la Russie, avec l’aide des pays d’Asie Centrale, cherche à empêcher. A court terme, l’Asie Centrale ne semble pas une priorité pour ISIS : l’allégeance de l’ex-IMU a été en partie ignorée en 2014 et depuis, il n’y a pas eu de véritable volonté d’établir un « Etat Khorasan » réel dans la région. Dans la stratégie de communication, la région est souvent absente, sauf quelques mentions comme le film de soldats enfants kazakhs en train de s’entrainer[[18]](#footnote-18) ou la vidéo d’un ancien commandant des forces spéciales tadjiks ayant rejoint les rangs de l’organisation[[19]](#footnote-19) et c’est assez compréhensible puisque la communication d’ISIS vise avant tout à séduire les populations du Moyen-Orient et d’Europe avec des thèmes très méditerranéens (colonisation, guerre Occident-Orient, pillage des matières premières et problème israélien).

Suite aux attentats récents en Fédération de Russie et en Suède, l’immigration originaire d’Asie Centrale, déjà source de tensions identitaires, va devenir un sujet d’attention particulier. Les 4 et 5 avril 2017, pour un de ses premiers déplacements à l’étranger, le président ouzbek M. Mirziyoyev s’est rendu à Moscou pour discuter de l’émigration économique[[20]](#footnote-20). Alors que le précédent président ouzbek en 2013 avait qualifié les émigrés économiques de « fainéants » et de « honte pour le peuple ouzbek », l’actuelle présidence veut s’engager dans une clarification du processus de l’émigration économique, notamment concernant les emplois de courte durée en Russie. A noter que selon la banque centrale russe, les transferts d’argent de Russie en Ouzbékistan ont atteint un record de 2,74 milliards en 2016[[21]](#footnote-21). 44% des permis de travail délivrés en Russie durant l’année 2016 l’ont été en faveur d’émigrés ouzbeks. Depuis l’indépendance en 1991, la quasi-totalité des pays d’Asie Centrale ont connu une émigration continue à destination de la Fédération de Russie et dans une moindre mesure à destination de la Turquie[[22]](#footnote-22). Cependant, il est important de noter - ainsi que vu précédemment concernant le nombre de djihadistes originaires de la région - qu’en immense majorité, les émigrés économiques luttent pour l’obtention d’un emploi de courte durée[[23]](#footnote-23) et envoient une grande partie de leurs salaires à leurs familles restées au pays, et ne sont que peu réceptifs au départ pour le djihad dans les territoires contrôlés par ISIS.

Le niveau de vie des populations d’Asie Centrale demeure très bas et l’investissement dans les domaines de la santé et de l’éducation restent faibles (le Tadjikistan se place en 133ème position dans le monde pour l’éducation alors que le Kazakhstan qui est le meilleur élève de la région se place à la 70ème position). Les populations émigrent de par la difficulté de survivre dans ces conditions mais ne se radicalisent pas. Ainsi, il n’y aurait pas de lien fondamental entre pauvreté (et pour aller plus loin, autoritarisme des Etats) et forte mobilisation de la population en faveur de groupes terroristes ou recrutement plus affermi en faveur d’ISIS. De plus, l’utilisation d’internet reste à des niveaux bas et la propagande d’ISIS utilisant fortement les réseaux sociaux se confronte à cet obstacle dans la région.

Enfin, la religion de la population des pays d’Asie Centrale est en majorité l’islam sunnite (82,4 % de sunnites, 5% de chiites). La région a subi une forte influence des confréries soufies : le mausolée du fondateur de l’ordre de Naqshbandi (mouvement soufi) se trouve près de Boukhara (Ouzbékistan) où il est né au XIVe siècle[[24]](#footnote-24). Cependant, les populations de cette région sont loin d’être réceptives à la propagande d’ISIS pour deux raisons principales : la rhétorique d’ISIS contre les chiites n’a que peu de prises puisque les chiites ne sont que peu présents dans la région (sauf au sud du Tadjikistan) et conceptuellement, les schémas de pensées des populations sont éloignées des problèmes du Moyen-Orient ou même d’une idéologie panislamique.

1. **Axes de développement et solutions**

La sécurité de la région concerne tous les acteurs régionaux qui dans le cadre de multiples organisations pourraient apporter leur soutien dans tel ou tel domaine.

Afin de réduire la menace terroriste – mais criminelle également –, les Etats-Unis et l’Union Européenne ont lancé des programmes d’aide économiques et de soutien au développement, mais qui nécessitent d’être renforcés.

 L’Inde également souhaite s’investir après avoir profité de quelques opportunités de coopération économique en Afghanistan. Pour l’Inde, les djihadistes de langue russe ou turque ne sont pas une menace directe pour elle, mais le problème pourrait s’avérer sérieux si des connections se font avec les groupes terroristes de la région du cachemire.

L’Iran comme la Russie pourraient apporter leur financement et leur soutien au développement d’une éducation religieuse de qualité en Asie Centrale. En effet, l’enseignement dispensé aux élèves des madrasas s’avère généralement peu adapté au marché du travail.

La Chine, elle, se lance dans d’immenses chantiers afin d’acheter la paix sociale avec le plein emploi, notamment dirigés vers les jeunes[[25]](#footnote-25). Dans le cadre de la Nouvelle Route de la Soie, des opportunités s’offrent à la Chine pour développer de manière exponentielle les investissements économiques, notamment dans le domaine des infrastructures, et réduire la menace extrémiste qui pourrait forger des alliances avec la résistance ouïgoure. Des tensions subsistent car la Chine s’appuie sur une main d’œuvre non qualifiée d’origine chinoise, mal vécu par les populations locales[[26]](#footnote-26).

L’ISIS n’a pas de structure organisée en Asie Centrale ou dans la région (de nombreux groupes ne sont pas unis : Talibans, ex-IMU,etc…). Il est possible qu’il s’organise dans le futur, c’est pour cela qu’il est utile de lutter contre la mauvaise gouvernance, de soutenir les réformes (comme celle concernant la police en Ouzbékistan en 2017). L’administration rurale doit être structurée et réformée avec l’aide de programmes conjoints tout en s’appuyant sur les liens claniques pour lutter contre l’émergence potentielle ou réelle. Cela permettrait d’augmenter le niveau de vie de la population locale[[27]](#footnote-27).

En conclusion, le terrorisme central asiatique lié à ISIS tend à se disperser au gré des diasporas fragilisées par un contexte socio-économique défavorable dans leurs pays d’accueil, mais ne parvient pas à s’implanter durablement dans leur région d’origine. Demeure l’interrogation de la coagulation des différents groupes terroristes locaux avec l’ISIS qui pourrait apparaitre comme une menace sérieuse pour la cohésion des Etats d’Asie centrale.

1. **Etude de cas par pays**
* **Comparaison des départs vers les territoires ISIS par pays et comparaison avec des pays d’Europe ou du Moyen-Orient**

Au Kazakhstan, les volontaires au djihad sont de pratique religieuse salafiste et non hanafi. La Tablighi Jamaat est le groupe recruteur principal sur place[[28]](#footnote-28).

Au Kirghizistan, les volontaires sont souvent des hommes seuls et sans antécédents.

Au Tadjikistan, les volontaires au djihad sont souvent issus du même village, du même clan. Beaucoup ont été tués en Syrie-Irak.

Les volontaires d’Ouzbékistan se dirigent majoritairement vers le front Jabhat Al-Nosra et plus récemment vers l’ex-IMU.

* **Motivations principales des djihadistes originaires de la région**

Au Kazakhstan, la radicalisation sur le thème des inégalités sociales s’avère être en partie féminine.

Au Kirghizistan, la radicalisation religieuse se forge sur une utopie d’établissement d’un vrai Etat islamique et sur la répression que subit l’ethnie ouzbek dans le pays.

Le Tadjikistan est très divisé ethniquement (sunnites ouest, chiites est-sud). Le retour des combattants est réprimé par des peines d’emprisonnement très longues.

Au Turkménistan, l’identité clanique et étatique reste solide. Le recrutement se fait auprès de personnes marginalisées dont les liens claniques sont moins forts.

1. Dans le cadre de l’enquête sur l’attentat en Russie, 8 personnes ont été arrêtées, portant des prénoms et noms venant d’Asie Centrale. [↑](#footnote-ref-1)
2. Le mollah Fazlullah des territoires pakistanais (SWAT) se considère comme le fondateur du mouvement Khorasan. [↑](#footnote-ref-2)
3. Six chefs du Tehreek-I-Taliban (TTP) ont juré allégeance à Daech. ISIS in Central Asia, P Stobdan, 22 oct 14, Institute for Defence studies and analyses, [↑](#footnote-ref-3)
4. Eurasianet.org, « Police Reform is on the way », 8 décembre 2016. [↑](#footnote-ref-4)
5. Interview de René Cagnat, L’humanité, 11 aout 2016. [↑](#footnote-ref-5)
6. Policy Papers, ISIS and its Presumed Expansion into Central Asia, No 19, Juin 2015, Polish institute of international affairs. [↑](#footnote-ref-6)
7. ISIS in Central Asia, P Stobdan, 22 oct 14, Institute for Defence studies and analyses, [↑](#footnote-ref-7)
8. Interview de René Cagnat, L’humanité, 11 aout 2016. [↑](#footnote-ref-8)
9. Quatre madrasas ont été fermées au début d’avril 2017 au Kirghizistan pour faute d’autorisation administrative. [↑](#footnote-ref-9)
10. 26 soldats turkmènes ont perdu la vie lors d’accrochages cette année à la frontière avec l’Afghanistan. [↑](#footnote-ref-10)
11. A noter que nombre de combattants partis en Afghanistan s’enrôlent sous la bannière du Mouvement islamique du Turkestan. [↑](#footnote-ref-11)
12. Policy Papers, ISIS and its Presumed Expansion into Central Asia, No 19, Juin 2015, Polish institute of international affairs. [↑](#footnote-ref-12)
13. Le 24 février 2017, l’ISIS a revendiqué une attaque contre une base militaire russe dans la république de Tchétchénie ; le 1 avril 2017, l’ISIS a revendiqué le meurtre de deux policiers dans le sud de la Russie. [↑](#footnote-ref-13)
14. ISIS in Central Asia, P Stobdan, 22 oct 14, Institute for Defence studies and analyses. [↑](#footnote-ref-14)
15. Le 14 avril 2017, Abdoulaziz Kamilov, le ministre ouzbek des Affaires étrangères, lors d'un point presse tenu ce vendredi à Tachkent, a déclaré que les services ouzbeks avaient prévenu la Suède de la radicalisation de l’auteur de l’attentat de Stockholm. [↑](#footnote-ref-15)
16. Eurasianet.org, US boosts special Forces training in Central Asia, avril 2016. [↑](#footnote-ref-16)
17. Eurasianet.org, US boosts special Forces training in Central Asia, avril 2016. [↑](#footnote-ref-17)
18. www.dailynews724.com/race-towards-good-isis-chilling-video-of-kids-using-guns-webtv,37578.html [↑](#footnote-ref-18)
19. « Glava OMON Tadzhikistana prisyagnul na vernost Islaskomu gosudarstvu”, Moskovskiy Komsomolets, 28 mai 2015 [↑](#footnote-ref-19)
20. Uzbek public relations’ presidency. [↑](#footnote-ref-20)
21. Central Bank of Russia, report on foreign money transfers, mars 2017. [↑](#footnote-ref-21)
22. Policy Papers, ISIS and its Presumed Expansion into Central Asia, No 19, Juin 2015, Polish institute of international affairs. [↑](#footnote-ref-22)
23. Sakharovo, près de Moscou, est un centre important de traitement des permis de travail, notamment pour les migrants ouzbeks. [↑](#footnote-ref-23)
24. Interview de René Cagnat, L’humanité, 11 aout 2016. [↑](#footnote-ref-24)
25. Le taux de chômage est relativement bas : au Tadjikistan, 2,50% et au Kirghizistan, 8,60 % [↑](#footnote-ref-25)
26. En 2010, plusieurs clans kirghizes de la région d’At Bachi sont partis en guerre à cheval contre l’installation d’une entreprise chinoise qui mettait en valeur une vieille mine d’or que les Kirghizes exploitaient artisanalement depuis longtemps. [↑](#footnote-ref-26)
27. Projects in Tadjikistan, Solidarity Fund, www.solidarityfund.pl/en/opisy-projektow-2013/wg-krajow-2/tadjikistan [↑](#footnote-ref-27)
28. Policy Papers, ISIS and its Presumed Expansion into Central Asia, No 19, Juin 2015, Polish institute of international affairs. [↑](#footnote-ref-28)